

ROUGE

Numéro 89

Espoir

Trimestriel - Novembre 2017 - 2 € - Commission Paritaire : 0211P11165 - 29, avenue du Maquis - 46000 Cahors - lot.pcf.fr - Gérant : Claude Nastorg

Le PCF du Lot vous invite à échanger et à débattre...

DE QUEL LOGEMENT SOCIAL AVONS-NOUS BESOIN AUJOURD'HUI ?



Ian BROSSAT

Dirigeant national du PCF
Adjoint au Maire à la Mairie de Paris
en charge du logement social



Marie PIQUÉ

Vice-Présidente de la Région
Occitanie / Pyrénées - Méditerranée
chargée des solidarités

BOURSE DU TRAVAIL - CAHORS
VENDREDI 24 NOVEMBRE - 18H30

SOMMAIRE

Page 1 : De quel logement social avons-nous besoin aujourd'hui ?

Page 2 : L'Aéro, un atout national et figeacois à préserver | Déserts médicaux | L'Allemagne et ses travailleurs pauvres

Page 3 : FN | Manifs d'automne | Trésorerie Bretenoux | Hausse des cotisations sociales patronales

Page 4 : Stop à la casse ! | Pradié honoré par France 2 | Karl Marx : le film | Quoi de neuf du côté du Polt ?

L'Aéro, un atout national et figeacois à préserver

Au moment où la concurrence transatlantique fait rage entre les constructeurs d'avions, il n'est pas inutile de faire le point sur une industrie si décisive pour notre bassin d'emploi qui compte deux entreprises de près de 1 000 salariés chacune : Ratier et Figeac-Aéro.

Les commandes des grands groupes aéronautiques représentant entre 5 et 10 années de travail. Mais les directions d'entreprises ont davantage le regard focalisé sur les cours en bourse que sur les écrans des bureaux d'études. L'industrie est confrontée à trois défis : technologique (nouveaux matériaux, fabrication additive et numérisation), écologique (gaz à effet de serre), énergétique (l'après pétrole). Cela implique de mobiliser sur le long terme de considérables ressources financières pour la recherche / développement (RD) et la formation de ceux qui y travaillent. Dans aérospatial, il ne peut être question de rentabilité à court terme, là où l'avenir se prépare 30 ans à l'avance. Or les dépenses de RD baissent régulièrement et dangereusement.

Les communistes avancent quelques propositions urgentes :

La sécurisation des parcours professionnels, de l'emploi et de la formation.

Avec une moyenne d'âge de 43 ans, l'aérospatiale est confrontée à d'importants départs en retraite de travailleurs très qualifiés et donc à des risques de pertes de « savoirs faire ». Au lieu de rechercher des substituts numériques aux compétences humaines, il faut au contraire investir dans un plan de formation massif.

Remonter le niveau de capital public.

Seule la puissance publique, en se dégageant des contraintes de rentabilité à court terme, peut permettre la mise en œuvre de longue durée des programmes aérospatiaux majeurs. Les groupes Safran, Thales, Dassault et les grands équipementiers devraient connaître une montée durable de la propriété publique.

Se donner les moyens d'une défense indépendante.

Nous récusons le rôle de l'Agence européenne de défense qui nous met sous contrôle de l'OTAN et vise à la privatisation des fonctions de défense. Nous soutenons le programme Rafale mais sommes opposé aux ventes de cet avion à l'Égypte, au Qatar et à l'Inde. Nous réaffirmons la nécessité » de sortir de l'OTAN.

Sur l'Europe aérospatiale.

Nous alertons sur la politique ultra-protectionniste et écologiquement irresponsable que veut mener Donald Trump contre l'aérospatiale européenne. Les crédits européens alloués à la recherche aérospatiale par le « Programme européen cadre de recherche et développement technologique » doivent être portés à un niveau équivalent à celui des USA et de la Chine ».

Michel Dauba



L'Allemagne face à la hausse du nombre de travailleurs pauvres

Un actif sur dix est considéré pauvre en Allemagne. Le nombre de personnes concernées a plus que doublé en dix ans. Une nouvelle étude vient d'être publiée outre Rhin réalisée dans 16 pays en Europe par l'Institut de Recherche Economique et Sociale (WSI).

Elle pointe la très rapide progression des travailleurs pauvres outre Rhin, le phénomène touche en 2014 un actif sur dix soit 3,7 millions de personnes contre environ 1,7 million dix ans plus tôt.

Il s'agit de personnes dont le revenu est inférieur à 60 % du médian défini lui-même celui gagné par la moitié de la population. Cela correspond à 860 € net par mois, pour un travailleur seul et 1876 € pour un travailleur en couple avec 2 enfants de moins de 14 ans. L'étude lie cette progression inédite en Europe à la politique de l'emploi en Allemagne et à la pression exercée sur les chômeurs pour qu'ils acceptent des emplois mal payés ou avec un faible nombre d'heures... voir à 1 euro de l'heure et plaide pour que l'accent soit mis sur la qualification.



Jean-Yves Blondeau

Face aux déserts médicaux, un service de santé public de proximité accessible et solidaire

Alors que le nombre de personnes en difficulté pour trouver un médecin ne cesse d'augmenter, et que la désertification médicale continue d'avancer, les annonces récentes de la ministre des solidarités et de la santé n'ont malheureusement pas de quoi nous reconforter. Une modification de loi visant à faire entrer les cliniques privées parmi les gestionnaires autorisés des centres de santé publics a de quoi inquiéter.

« Une marche forcée vers la marchandisation de la santé », qu'a dénoncé le docteur Éric May, Président de l'Union Syndicale des Médecins de Centres de Santé Publics (CSP), lors du 57^e congrès sur les centres de santé qui s'est tenu à Paris le 5 octobre dernier. « Le mouvement des centres de santé est fondé sur la non-lucrativité et la solidarité », s'est-il offusqué lors de son discours d'ouverture. Alors que les inégalités sociales et territoriales se creusent rapidement et que nombre de territoires ne sont tout simplement « pas rentables » pour les maisons de santé libérales, « le modèle de centres de santé publics vise à constituer une offre de soin accessible à tous, au tiers payant, et surtout sans but lucratif », insiste Marie Piqué, vice-présidente communiste à la région Occitanie, engagée pour le développement de ce modèle.

« Les CSP peuvent permettre de développer un véritable service public de santé de proximité social, solidaire et accessible », a expliqué l'élue du Lot. Depuis quelques années cependant, le nombre de CSP est en faible augmentation. Pour le docteur May, la décision aventureuse de quelques élus « est devenu un choix gagnant » et pérenne, démontrant la forte capacité de ce modèle public à lutter contre la désertification. Pour Marie Piqué, « les élus ont un rôle majeur à jouer dans ce domaine ».

Forts de leur place au sein de la majorité régionale d'Occitanie, les élus communistes du groupe Nouveau Monde en Commun oeuvrent depuis le début du mandat pour le développement et le soutien aux projets de centres de santé publics. En février, ils ont notamment pu faire voter de nouveaux critères permettant d'augmenter le soutien financier de la région sur ces projets. Depuis, ce sont 3 centres de santé dans le Lot et un dans le Gard qui devraient voir le jour prochainement. Un bilan positif que nos élus communistes entendent bien mettre en avant lors du débat d'orientation pour le budget 2018.



interview de Marie PIQUE

FN, les têtes passent, les idées restent

Dans un article paru dans la Dépêche du Midi du 22 octobre, nous avons pu lire que le responsable départemental du FN demandait « la fermeture de la mosquée de Souillac » au prétexte qu'elle fait « prospérer une mouvance proche du salafisme ».



Au fil de l'article, nous lisons que le FN fait l'amalgame entre les « 140 fichiers S » dans le département, une intervention de police à Cahors et l'ensemble des musulmans.

Ce parti n'a de cesse de jeter de l'huile sur le feu. Il mélange exagérément terroriste, migrant et musulman. Bien entendu, il oublie de dire que les musulmans sont les premières victimes des terroristes. Et les migrants ne font que fuir les combats dans leur pays.

Les idées terroristes stopperont lorsque justement nous arrêterons de stigmatiser les musulmans et respecterons leur foi.

Et puis dernière info, la Préfète du Lot indique qu'il n'y a qu'une vingtaine de fichier S, une nouvelle preuve que ce parti ne fait que jouer sur les peurs.

J.-C. V.

Le PCF 46 réagit à la fermeture de la trésorerie de Bretenoux !

La Direction Départementale des Finances Publiques n'a qu'une boussole : « il faut s'adapter ! »

L'intérêt des usagers et celui des agents, elle s'en moque. Elle vient d'annoncer la fusion des trésoreries de Bretenoux et de St-Céré, entraînant par la même la fermeture définitive de la perception de Bretenoux. La fusion prendra effet au 1^{er} janvier 2018. Bretenoux rejoindra la longue liste des trésoreries sacrifiées au nom des politiques d'austérité ces dernières années : Bagnac, Cajarc, Livernon, Vayrac, Sousceyrac, Catus, Montcuq, Luzech, St-Géry. La méthode est pour le moins brutale et la concertation aux abonnés absents, que ce soit avec les élu(e)s du territoire où avec les représentants du personnel. L'utilisation d'internet réduirait les distances et avec l'outil informatique, la notion de service public de proximité serait moins pertinente, aux dires de la DDFIP ! Foutaise tout ça !



Il ne faut pas être naïf, la fermeture de Bretenoux n'est qu'une étape de plus dans la restructuration du réseau. Combien à terme va-t-il subsister de trésoreries dans le Lot ? Une poignée à peine.

Voilà pourquoi il faut hausser le ton. Le premier rendez-vous est fixé au 21 novembre à 10 h 00 devant la trésorerie de Bretenoux pour dénoncer ce funeste projet.

Les communistes sont naturellement solidaires de ce combat comme ils le sont pour défendre le service public, particulièrement malmené dans le Lot par les temps qui courent.

S. L.

Manifs d'automne !

Cette rentrée sociale n'est pas de tout repos pour Macron et son clan ! Septembre et octobre ont vu des centaines de milliers de manifestants arpenter le pavé pour dénoncer la nouvelle loi travail, l'augmentation de la CSG, la baisse des APL, les coupes sombres au niveau des effectifs de la fonction publique. Au plus bas dans les sondages, le Président de la république reste droit dans ses bottes et traite les mobilisations sociales avec mépris et arrogance. Ici aussi,



dans le Quercy, nous ne sommes pas restés l'arme aux pieds. De grosses manifestations ont fait retentir notre colère à Biars sur Cère, à Cahors et à Figeac. L'unité syndicale est élastique et ne donne pas le souffle nécessaire pour tout renverser. Il faut, à cette révolte qui gronde, donner un prolongement politique, recréer l'espoir et travailler à une alternative qui ne déçoive pas. C'est à ce travail de titan que s'attelle le PCF dont le prochain congrès se tiendra en 2018. Un vaste chantier est devant nous !

Serge Laybros



Hausse des cotisations sociales patronales

Ne vous affolez pas c'est une brève parue dans la Dépêche le 30 septembre 2017, page 5 « **les cotisations sociales patronales augmentent demain de 0,05 point** » qui va rapporter 270 millions d'€ au régime. Pauvres patrons qui font tout, pour que cela aille mieux et voilà on en rajoute. Et voilà les ouvriers qui manifestent, ces fainéants ne jouent pas le jeu. Les dettes publiques, tout ça, c'est eux... Alors je détaille la brève : augmentation des cotisations compensées pour les entreprises par la baisse d'autres cotisations. Et bien voilà, donc ce n'est pas une augmentation ! C'est de la magie, on augmente sans augmenter mais comment ils font pour être si forts !! Pour avoir un titre aussi racoleur et qui veut dire le contraire de la vérité, moi j'explique ça à mes enfants que c'est un mensonge. C'est le pompon pour une info, les bras m'en tombent. Maintenant ça suffit ! Après la censure des législatives de la presse à notre égard (courrier au CSA resté sans réponse), allons nous subir cela encore longtemps ? le pouvoir ne se rend pas compte du désastre, tel Louis XVI, le 20 janvier 1793 pensant que cela allait s'arranger. Nous, gentiment... on dialogue, on cherche des compromis ! Du haut de leur CAC 40, ça doit les faire bien rire...



Stéphan Anelli

Stop à la casse !

Les collectivités territoriales subissent depuis des années les conséquences des politiques d'austérité. Aujourd'hui, Macron va plus loin en diminuant de façon drastique leurs dotations de 13 milliards d'euros. Dans le même temps, le Président des riches allège l'impôt de Solidarité sur la Fortune de 3,5 milliards d'euros !

Pour les contrats aidés, la méthode employée est brutale et sans concertation. Elle renvoie du jour au lendemain des milliers de salariés précaires au chômage. C'est un véritable plan social qui s'attaque aux plus fragiles. Cela désorganise les collectivités, les associations et les services publics.



Les contrats aidés, bien que précaires, ont permis à de très nombreuses personnes éloignées de l'emploi de remettre le pied à l'étrier. La réalité montre que ces emplois sont utiles et rendent un vrai service à la population.

Non seulement il ne faut pas les supprimer mais au contraire, il faut les pérenniser et en faire de vrais emplois. La disparition des emplois aidés va affecter grandement les communes, les écoles et les associations dont le rôle est de créer du lien social et du vivre-ensemble. C'est pour cela que les communistes ne peuvent s'y résoudre !

Serge Laybros

Quoi de neuf du côté du POLT ?

L'objectif reste d'atteindre des gains de temps de 40 à 45 minutes de Paris à Toulouse dont 20 à 30 minutes sur la section Paris-Limoges mettant ainsi Limoges à 2 h 30 de Paris.



Le projet de construction de rames de nouvelle génération doit être poursuivi avec un objectif de mise en service d'ici 2022 sur cet axe. Dans l'immédiat, la remise en service du TGV Brive-Lille prolongé jusqu'à Cahors, ainsi que le réemploi d'anciennes rames TGV sur le POLT (dans l'attente des nouveaux matériels roulant qui font l'objet d'un appel d'offres en cours) présenteraient des améliorations sensibles pour les voyageurs.

S. L.

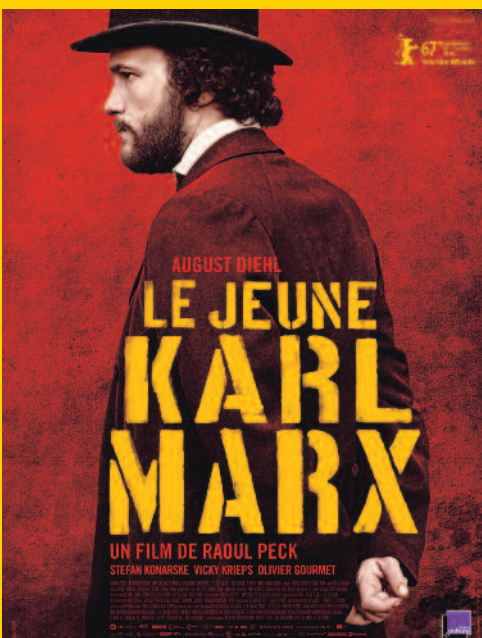
Pradié honoré par France 2

Le 24 octobre, nous avons pu voir honorer le député Aurélien Pradié, par FRANCE 2. Qu'a-t-il fait pour mériter un tel honneur ? Défendu un projet de loi ? NON !

Il fait parti des députés les plus perturbateurs de l'assemblée nationale. « Des clowns » « cirage de pompes »... Voilà les grandes interventions de notre cher député.

Il a même eu un accrochage avec le député PCF, Hubert Wulfranc, lors de l'examen de la loi antiterroriste qui lui sait de quoi il parle, en matière de terrorisme. Allez Aurélien, encore un effort, et on parlera en bien de ton activité à l'Assemblée Nationale.

Jean-Christophe Vialaret



CINÉMA...

A l'initiative du Comité Lotois des Amis de L'Humanité, le film « Le Jeune Karl Marx » sera projeté :

VENDREDI 8 DÉCEMBRE - 20 H 00
CINÉMA LE QUERCY - CAHORS

Synopsis : 1844. De toute part, dans une Europe en ébullition, les ouvriers, premières victimes de la "Révolution industrielle", cherchent à s'organiser devant un "capital" effréné qui dévore tout sur son passage. Karl Marx, journaliste et jeune philosophe de 26 ans, victime de la censure d'une Allemagne répressive, s'exile à Paris avec sa femme Jenny où ils vont faire une rencontre décisive : Friedrich Engels, fils révolté d'un riche industriel Allemand. Intelligents, audacieux et téméraires, ces trois jeunes gens décident que "les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde, alors que le but est de le changer". Entre parties d'échecs endiablées, nuits d'ivresse et débats passionnés, ils rédigent fiévreusement ce qui deviendra la "bible" des révoltes ouvrières en Europe : "Le manifeste du Parti Communiste", publié en 1848, une œuvre révolutionnaire sans précédent.

Jean-Pierre RENAUD

NOUS VOUS ATTENDONS NOMBREUX !